

Initiatives ministérielles

La dette est passée de 167 milliards de dollars à 419 milliards de dollars, soit de 41,4 p. 100 à 61,5 p. 100 du PIB. C'est ce qui est arrivé, malgré le fait que les recettes ont presque doublé en huit ans. Et qu'en disent les médias? J'ai pris, au hasard, quelques articles. En voici un publié dans *Le Droit* d'aujourd'hui:

[Français]

«Cent tonnes de nourriture par jour»; 100 tonnes de nourriture pourquoi? «Le nombre des banques alimentaires a quintuplé au Canada depuis 1984 et elles distribuent maintenant 100 tonnes de nourriture par jour. Le nombre de banques alimentaires, dans l'ensemble du pays, a grimpé de 161 en 1990, à 292 en 1991 et à 377 aujourd'hui. On remarque que parmi les 2 millions de Canadiens et de Canadiennes qui recevront des aliments de ces banques, il y en a 40 p. 100 qui sont des jeunes de moins de 18 ans. Deux millions de Canadiens ont reçu de l'aide alimentaire au moins une fois en 1991, 65 p. 100 sont des bénéficiaires de l'aide sociale». Il y a 2 millions de personnes qui reçoivent de l'aide sociale aussi. «Dix p. 100 des bénéficiaires des banques alimentaires ont un diplôme collégial ou universitaire et 22 p. 100 ont terminé leurs études secondaires».

Ce n'est pas moi qui le dis. Voilà l'article. J'ai une autre citation de ce même article: «Sept cent mille jeunes de moins de 18 ans ont eu besoin d'une forme quelconque de secours alimentaire en 1991». Voilà le genre de budget qu'on a.

Et ici, je peux vous montrer, j'ai une liste de toutes les agences qui ont subi des coupures, dans lesquelles ils ont sabré. Pourquoi?

[Traduction]

Ils voulaient dire que c'est un moyen de réduire le déficit et la dette. Nous savons qu'il s'agit d'une infime portion du total des dépenses de l'État. Pourquoi le gouvernement a-t-il éliminé l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, la Commission de réforme du droit, le Conseil économique du Canada, le Conseil des sciences du Canada et tous les autres organismes? Ce sont là des organismes qui nous orientaient et qui attireraient notre attention sur les questions dont nous devons nous préoccuper.

J'ai un autre article paru dans *The Citizen* d'Ottawa d'aujourd'hui. Je cite cet article intitulé «La fusion de conseils ne sera pas nécessairement productive»:

Dans son budget, le gouvernement fédéral a annoncé la réunification du Conseil des Arts du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines. Cette annonce pourrait être interprétée comme la fin d'une séparation à l'essai.

L'article se poursuit:

Pour comprendre notre société changeante, le Canada a besoin des travaux du Conseil de recherches en sciences humaines.

Je cite un autre extrait de cet article:

La perspective de devoir affronter les grands défis que pose notre époque sans un organisme réputé qui effectue toujours plus de travaux de recherche en sciences humaines fait frémir. Le Canada a désespérément besoin d'une politique concertée et solide en recherche et en développement.

Et que dire de l'article paru dans le *Winnipeg Free Press* peu après la présentation du budget. On y lit que le gouvernement a décidé de se débarrasser du Conseil des sciences sociales du Canada et du Conseil économique du Canada parce qu'ils le dérangent.

Pourquoi abolir le Programme de contestation judiciaire? Parce qu'il dérangent. Parce que beaucoup d'éléments de droite à l'intérieur du Parti conservateur estimaient que c'était ce qu'il fallait faire. Beaucoup de Canadiens ne l'oublieront pas.

[Français]

Monsieur le Président, j'en avais tellement à dire, mais je veux conclure en indiquant simplement que le gouvernement a essayé de donner l'impression, avec ce budget, qu'il est en train de faire quelque chose de constructif. Ce qu'il a fait, c'est qu'il a sabré dans des programmes très importants dans l'ensemble du pays, pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes. Il prétend faire quelque chose, mais en même temps, il enlève beaucoup plus qu'il ne donne. Ce gouvernement est fatigué; ce gouvernement ne sait plus où il s'en va et la preuve, c'est dans le budget qu'on la trouve et dans ce projet de loi.

• (1710)

[Traduction]

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de choses à dire aujourd'hui et j'aimerais commencer par ces trois mots: égalité, justice et espoir. Ce n'est pas ce que nous trouvons dans ce budget qui parle plutôt d'inégalité, de compressions et de problèmes.

Nous sommes saisis aujourd'hui d'un projet de loi qui permettrait au gouvernement de donner suite aux quelques rares mesures qu'il s'est engagé à prendre cette année. Il ne prévoit pas de programme de garderies ni d'égalité salariale pour les employés de la fonction publique ni d'espoir pour les femmes du Canada. Il ne cesse de réduire les fonds destinés à l'aide sociale, aux abris pour femmes battues, aux foyers pour personnes âgées, aux personnes handicapées, aux centres de désintoxication et aux garderies qui existent actuellement. Tous ces programmes sont financés par l'entremise du Régime d'assistance publique du Canada. On continue d'étrangler les secteurs de l'éducation et des soins de santé.